



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

**Canal du Nord - Prestation de réparation et de
traitement des vannes**
Lot 1 : Réparations des vannes

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
37, rue du Plat
BP 725
59034 LILLE Cedex

Le présent CCTP comporte 22 pages.

SOMMAIRE

CHAPITRE I DESCRIPTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE I.1 – OBJET	4
ARTICLE I.2 – CONSISTANCE DES PRESTATIONS.....	4
I.2.1 – Caractéristiques des vannes	4
I.2.2 – Prestations communes	4
I.2.3 – Prestations propres au démontage/remontage des vannes.....	4
I.2.4 – Prestations propres aux réparations des vannes.....	5
ARTICLE I.3 – DONNEES GENERALES.....	5
I.3.1 – Situation géographique et accès au site	5
I.3.2 – Diagnostic amiante/plomb	6
I.3.3 – Matériels mis à disposition par l'UTI Escaut Saint Quentin – antenne de Cambrai.....	6
I.3.4 – Organisation du chantier.....	7
I.3.5 – Astreinte téléphonique	7
I.3.6 – Contraintes du chantier	7
I.3.7 – Etat de l'existant	7
CHAPITRE II PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX	7
ARTICLE II.1 – NORMES ET REGLES TECHNIQUES DE REFERENCE	8
II.1.1 – Généralités	8
II.1.2 – Réglementation	8
II.1.3 - Fiches techniques et certificat matière (CCPU).....	8
ARTICLE II.2 – PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX.....	8
ARTICLE II.3 – ETANCHEITE, PROTECTIONS ET BOULONNERIE	9
II.3.1 – Joints et boulonnerie pour les vannes.....	9
ARTICLE II.4 – SOUDURES	10
ARTICLE II.5 – MISE EN PEINTURE	10
ARTICLE II.6 – DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES PARTICULIÈRES.....	10
II.6.1 – Plomb et amiante dans les peintures.....	10
II.6.2 – Sécurité du personnel	11
II.6.3 – Qualification de l'entreprise et assurance	11
CHAPITRE III MODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
ARTICLE III.1 – GENERALITES	12
ARTICLE III.2 - DOCUMENTS A FOURNIR	12
ARTICLE III.3 – PROGRAMME D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE III.4 – PROGRAMME, CONDITION D'ETABLISSEMENT ET BASE DES ETUDES D'EXECUTION	13
III.4.1 – Programme des études d'exécution.....	13
III.4.2 – Documents d'exécution à fournir	13
III.4.3 – Présentation des documents	13
ARTICLE III.5 – PLAN D'ASSURANCE QUALITE.....	14
III.5.1 – Dispositions générales.....	14
III.5.2 – Phases d'établissement du PAQ.....	15
ARTICLE III.6 - ORGANISATION DU CHANTIER	15
III.6.1 - Généralités	15
III.6.2 - Protection de l'environnement	15
III.6.3 - Installation de chantier	16
III.6.4 – Accès au chantier.....	16
III.6.5 – Signalisation de chantier	16
III.6.6 – Règles concernant la navigation.....	17
III.6.7 – Exploitation du domaine public ou privé	17
III.6.8 – Nettoyage du site	17
III.6.9 – État des lieux	18
ARTICLE III.7 – COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	18
ARTICLE III.8 – ORGANISATION ET SUIVI DE L'EVACUATION DES DECHETS.....	18
ARTICLE III.9 – REUNIONS.....	19
III.9.1 – Réunions d'étude	19

III.9.2 – Réunions de chantier	19
ARTICLE III.10 – MATERIEL DE LEVAGE	19
ARTICLE III.11 – VANNES DE SAS ET BASSIN D'EPARGNE	19
ARTICLE III.12 – SIGNALISATION	19
ARTICLE III.13 – MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS.....	20
III.13.1 – Dépose/repose des vannes et brimbales	20
III.13.2 – Expertise de la vanne.....	20
III.13.3 – Prestation de réparation	20
III.13.4 – Point d'arrêt.....	20
III.13.5 – Délais de réalisation des prestations	20
ARTICLE III.14 – REGLAGES, MISE EN SERVICE	21
III.14.1 – Réglages	21
III.14.2 – Mise en service et repliement des installations	21
ARTICLE III.15 – REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	21
ARTICLE III.16 – DOSSIER DE RECOLEMENT	21
III.16.1 – Présentation des documents	21
III.16.2 – Conditions de remise	21
ARTICLE III.17 – GARANTIE	22
III.17.1 – Généralités	22
III.17.2 – Définition de la garantie.....	22
III.17.3 – Obligations de l'entrepreneur (garantie contractuelle)	22

CHAPITRE I

DESCRIPTION DES PRESTATIONS

ARTICLE I.1 – OBJET

Le présent dossier concerne la réparation des vannes écluses et le changement de leurs brimbales sur les ouvrages du canal du Nord, pour l'UTI Escaut - Saint Quentin.

Les prestations principales sont le démontage de vanne, le changement de pièces, la mise en peinture et le remontage des vannes.

ARTICLE I.2 – CONSISTANCE DES prestations

I.2.1 – Caractéristiques des vannes

Une fiche technique avec les dimensions des vannes ainsi qu'un plan d'assemblage est joint au présent dossier.

Le mode opératoire de démontage et remontage des vannes est également fourni.

I.2.2 – Prestations communes

Les prestations consistent en :

- L'installation de chantier courant ;
- Les études d'exécution,
- La signalisation de chantier (fluviale et terrestre) ;
- Le transport des matériels (batardeaux) depuis leur lieu de stockage (Cf. I.3.3) et leur stockage provisoire, leur pose et dépose ;
- Les prestations préparatoires ;
- La mobilisation de matériels ;
- La remise en état du site ;
- Le Dossier des Ouvrages Exécutés ;
- La tenue d'un registre de chantier ;
- Le repliement des installations ;
- Enfin, d'une manière générale, toutes les fournitures et prestations diverses nécessaires à la parfaite et complète exécution des ouvrages, conformément à la réglementation en vigueur et aux pièces du marché.

I.2.3 – Prestations propres au démontage/remontage des vannes

Pour chacune des vannes, les prestations consistent en :

- Mise en place de batardeaux ;
- Mise à sec de la chambre de vanne ;
- Dépose de la vanne ;
- Séparation de la brimbale et du vérin ;
- Dépose de l'ensemble des joints ;
- Prestations propres aux réparations de la vanne ;
- Repose de la vanne ;
- Repose des nouvelles brimbales (fournies par le CMIS Marquion) avec leurs vérins ;
- Essais à sec (selon les recommandations du CMIS) ;
- Reprises éventuelles des réglages ;
- Essais en eau ;
- Reprises éventuelles des réglages ;
- Mise en décharge agréée des brimbales et pièces remplacées.

Pour les vannes et brimbales amiantées/plombées, les prestations du lot 2 sont à ajouter entre la dépose des joints et les prestations propres aux réparations de la vanne

I.2.4 – Prestations propres aux réparations des vannes

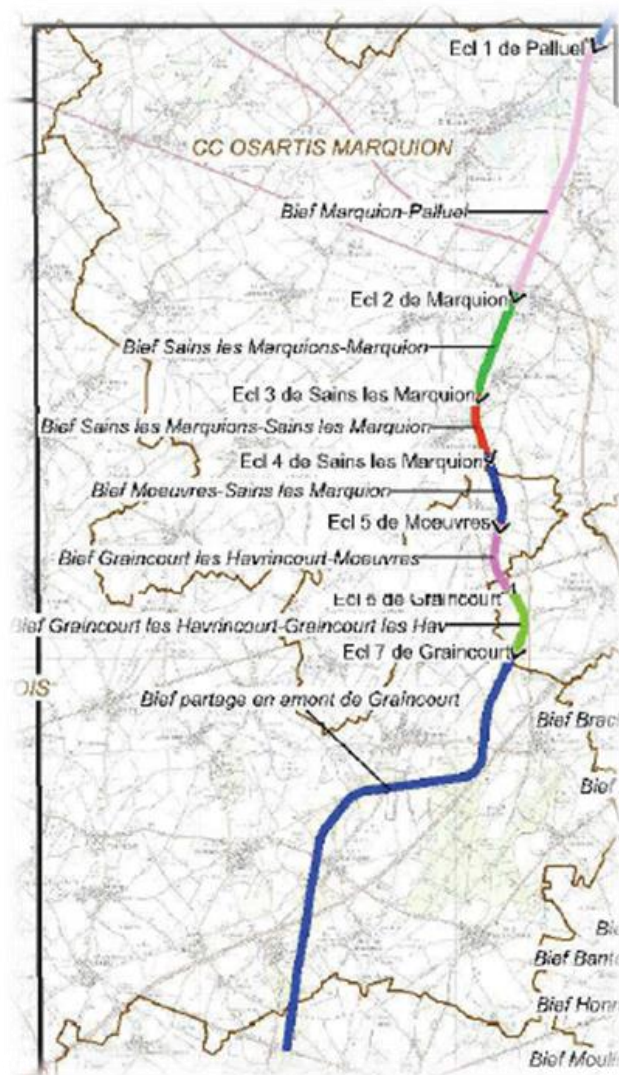
Pour chacune des vannes, les prestations consistent en :

- Fourniture et pose des nouveaux joints, plats de serrage et boulonneries identiques à l'existant ;
- Rechargement en soudure pour les cadres de portée de joint si nécessaire ;
- Pièces à changer fournies par le CMIS Marquion : bagues et axes ;
- Fourniture et pose de nouveaux supports d'axes ;
- Découpage des oreilles de vanne usées ;
- Soudage des nouvelles oreilles fournies par le CMIS ;
- Découpage des supports d'axes usés ;
- Soudage de nouveaux supports d'axes fournies par le CMIS si nécessaire ;
- L'application de 3 couches de peinture (primaire, intermédiaire et finition) conforme à la classification IM2.

ARTICLE I.3 – DONNEES GENERALES

I.3.1 – Situation géographique et accès au site

Les prestations concernent les écluses du canal du Nord situées dans le Pas-de-Calais (62860).



Les ouvrages sont composés depuis l'amont vers l'aval :

- D'une maison éclusière
- D'une bêche d'aspiration,
- De l'écluse,
- D'un bassin d'épargne,
- D'une station de pompage,
- D'un bassin de tranquillisation

Les caractéristiques sont les suivantes :

Type d'organe de manœuvre amont	Vérins hydraulique simple effet sur vannes amont et bassin
Type d'organe de manœuvre aval	Vérins simple effet sur vannes aval
Système de remplissage	2 vannes secteur a l'amont 1 vanne secteur pour le bassin d'épargne 2 vannes secteur a l'aval
Cabines	Cabine surélevée à l'aval de l'écluse au niveau de la porte aval avec local technique sous la cabine

Accès au site :

Le chantier est accessible par voie terrestre sur les deux rives

Un accès permanent devra être laissé pendant la durée des prestations aux maisons éclusières en rive droite.

I.3.2 – Diagnostic amiante/plomb

Un diagnostic amiante/plomb a été réalisé par Qualiconsult en 2023, les conclusions de ce diagnostic sont les suivantes (Les diagnostics complets amiante/plomb sont joints en annexe au marché).

Résumé de la présence d'amiante ou de plomb :

Ecluse	Localisation	Composants	Amiante	Plomb
N°1 Palluel	Vanne amont rive gauche	Tablier faces avant et arrière, brimbales et supports brimbales	x	
	Vanne amont rive droite	Tablier face arrière, brimbale supports brimbales	x	
	Vanne aval rive gauche	Tablier face avant, brimbales et supports brimbales	x	
	Vanne aval rive droite	Tablier faces avant et arrière, brimbales	x	x
	Vanne bassin d'épargne	Tablier faces avant et arrière, brimbales et supports brimbales	x	x
N°3 Sains-lès-Marquion	Vanne aval rive gauche	Tablier face avant, brimbale	x	
	Vanne aval rive droite	Tablier face arrière	x	

I.3.3 – Matériels mis à disposition par l'UTI Escaut Saint Quentin – antenne de Cambrai

Un constat contradictoire de prise de possession des matériels fournis par l'UTI sera réalisé entre le titulaire et le représentant du maître d'œuvre.

Un constat de restitution de ces matériels sera réalisé contradictoirement entre le titulaire et le représentant du maître d'œuvre en fin de prestations.

En cas de dégradations constatées, les matériels seront soit remis dans leur état d'origine, soit remplacés à l'identique par le titulaire et à ses frais.

Le CMIS de Marquion mettra à disposition du titulaire :

Pour le démontage des vannes :

- 12 plots pour poser les vannes
- 1 sabot pour permettre le retrait d'une vanne
- 1 batardeau de vanne de sas amont

- 1 batardeau de vanne de bassin d'épargne
- 1 jeux de batardeaux de vanne de sas aval

Pour le changement des pièces :

- brimbales
- axes
- bagues
- oreilles de vannes
- supports d'axes

Le nombre de pièces à changer varie selon l'état de la vanne.

I.3.4 – Organisation du chantier

Avant le commencement des prestations, un état des lieux des sites concernés et des voies d'accès sera établi contradictoirement entre l'Entrepreneur et le Maître d'œuvre. Les mêmes constatations seront effectuées en fin de chantier.

Les emplacements pour les installations de chantier et du matériel (notamment les grues de levage) seront définis avec le Maître d'œuvre préalablement au démarrage des prestations.

L'Entrepreneur devra veiller en permanence à la propreté du chantier et procéder, à ses frais, à tout nettoyage prescrit par le Maître d'œuvre. Les terrains devront être remis en état et nettoyés en fin de chantier.

I.3.5 – Astreinte téléphonique

Il sera imposé à l'entreprise une astreinte téléphonique, afin qu'en cas de problème sur le chantier, une personne de l'entreprise soit joignable par téléphone 7j/7, 24h/24 pendant la période des prestations.

I.3.6 – Contraintes du chantier

Il est porté à la connaissance du titulaire que les deux vannes de sas ne peuvent être condamnées simultanément.

I.3.7 – Etat de l'existant

Avant de remettre leurs offres, les entreprises pourront prendre connaissance du terrain afin d'apprécier toutes les sujétions et conditions de mise en œuvre qu'elles auront à prendre en charge.

Elles ne pourront, une fois l'offre remise, se prévaloir d'aucune modification dans les prix unitaires du fait du terrain ou de condition d'exécution particulière.

CHAPITRE II PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX

ARTICLE II.1 – NORMES ET REGLES TECHNIQUES DE REFERENCE

II.1.1 – Généralités

Les prestations devront être réalisées suivant les règles de l'art et devront répondre aux prescriptions et spécifications des normes et des textes en vigueur et en particulier aux documents précisés ci-après.

En cas de contradiction entre différentes normes et réglementations, le texte le plus restrictif sera appliqué.

En cas de modification de la réglementation, les textes en vigueur au moment de la signature du présent marché feront foi.

Si, pour un matériel déterminé, il n'existe pas de réglementation particulière, l'Entrepreneur proposera au Maître d'œuvre le matériel qu'il jugera approprié et lui remettra toutes justifications permettant d'apprécier la bonne qualité de ce matériel (procès-verbaux d'essais, références, etc.).

II.1.2 – Réglementation

Les normes et textes suivants seront applicables en particulier :

- Le code du travail ;
- Le décret n°65-48 du 08/01/65 modifié relatif à la protection du personnel exécutant des travaux du bâtiment et des travaux publics ;
- Le décret n°92-158 du 20 février 1992 modifié fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure ;
- Les Documents Techniques Unifiés ;
- Le CCTG ;
- Les normes de la série NF EN ISO 80000 relatives aux grandeurs, unités, symboles et notamment NF EN ISO 80000-4 pour la mécanique et NF EN ISO 80000-6 pour l'électricité ;
- Les normes NFE 22 à 29 relatives aux éléments constitutifs des machines mécaniques ;
- La norme NF X35-109 relative à la manutention manuelle des charges ;
- Les normes NF EN ISO 12100-1 et -2 relatives à la sécurité des machines – Notions fondamentales, principes généraux de conception ;
- Les normes NF série C et en particulier la norme NFC 15.100 relative aux installations électriques basse tension et les normes NFC 63 relatives à l'appareillage industriel basse tension ;
- La norme NF EN 61-140 relative à la protection contre les chocs électriques ;
- La norme NF EN 60.529 (C 20.010) relative aux règles communes aux matériels électriques. Degrés de protection procurés par les enveloppes (code IP) ;
- La norme NF EN 50-102 (C 20.015) relative aux degrés de protection procurés par les enveloppes de matériels électriques contre les impacts mécaniques externes (code IK) ;
- La norme NF EN 60-204-1 (C 79.130) relative aux équipements électriques des machines – 1ère partie – Règles générales ;
- Les normes NF EN 60-309-1 à 2 relatives aux prises et fiches de courant ;
- Les publications de l'Union Technique de l'Électricité (UTE) ;
- Toutes les peintures devront satisfaire à la certification ACQPA Im2 ANI 675.
- La norme NF X46-010 relative aux travaux de traitement de l'amiante-Référentiel technique pour la certification des entreprises-Exigences générales-Certification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante.

II.1.3 - Fiches techniques et certificat matière (CCPU)

L'entrepreneur est tenu de soumettre au maître d'œuvre l'ensemble des fiches techniques et certificat matière des matériaux utilisés à l'approbation du maître d'œuvre dans le délai imparti à l'article III.1 du présent CCTP.

ARTICLE II.2 – PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX

Les matériaux et fournitures devront être de première qualité et seront soumis au visa du Maître d'œuvre. L'acceptation par le Maître d'œuvre n'aura pas pour effet de dégager l'Entrepreneur de ses responsabilités.

Pendant toute la durée des prestations, le Maître d'œuvre aura toutes les facilités voulues pour suivre et contrôler sur les chantiers comme en atelier, les matériaux et fournitures approvisionnés, la préparation et la mise en œuvre des matériels.

Les matériaux et fournitures qui ne répondraient pas aux stipulations exigées par le CCTP ou qui ne seraient pas jugés de qualité satisfaisante par le Maître d'œuvre seront refusés et remplacés sans que l'Entrepreneur puisse prétendre à la moindre indemnité.

L'Entrepreneur sera tenu de justifier la provenance des matériaux et leur conformité aux dispositions du C.C.T.G. et aux normes homologuées par l'AFNOR, ou celles imposées ci-après au moyen de lettres de voiture signées par le responsable de l'usine, ou d'autre, par un certificat d'origine et autres preuves authentiques qu'il remettra au Maître d'œuvre avant utilisation.

Si, au cours des prestations, l'Entrepreneur demande à modifier la provenance de certains matériaux ou produits fixés par le marché, le Maître d'œuvre pourra lui en donner l'autorisation à condition que la qualité des matériaux ou produits de la nouvelle provenance soit au moins égale à celle initialement prévue.

Les essais préalables éventuellement nécessaires aux agréments seront à la charge de l'Entrepreneur et exécutés par des laboratoires agréés par le Maître d'œuvre.

Les essais de contrôles effectués par le Maître d'œuvre en cours d'exécution des prestations porteront sur les matériaux et produits approvisionnés par l'Entrepreneur pour s'assurer que ceux-ci présentent bien des qualités constantes et conformes à celles stipulées au marché.

Le refus du Maître d'œuvre, confirmé par une décision écrite de réceptionner les matériaux et produits non conformes aux spécifications du marché, aura pour effet immédiat d'enjoindre l'Entrepreneur d'enlever ceux-ci du chantier à ses frais.

Faute par l'Entrepreneur de se conformer à la décision de refus du Maître d'œuvre, il sera procédé à l'enlèvement de ces matériaux et produits à ses frais.

Les produits qui ne proviennent pas d'usines agréées feront l'objet de vérifications et essais prescrits par le Maître d'œuvre et exécutés par l'Entrepreneur et à ses frais. Les résultats des vérifications et essais seront adressés au Maître d'œuvre.

Les produits refusés seront revêtus d'une marque spéciale.

ARTICLE II.3 – ETANCHEITE, PROTECTIONS ET BOULONNERIE

II.3.1 – Joints et boulonnerie pour les vannes

Le plan des joints ainsi que le plan d'une vanne sont joints au présent dossier

II.3.1.1 – Joints latéraux et inférieurs

Les joints d'étanchéité des vannes seront de type :

- Note de musique creuse (longueur 2125 mm pour les joints latéraux et de 2357 mm pour les joints inférieurs). La fixation s'effectue à l'aide de vis TF 6PC M12 x 60 TF 6 PC – A2 et écrou HM12 Nylstop A2 avec rondelles plates

Les joints sont maintenus par un fer plat boulonné (30 x 8)

Les vannes de bassin d'épargne ont les joints latéraux doublés.

II.3.1.2 – Joints supérieurs

Les joints d'étanchéité seront de type :

- Note de musique creuse (longueur 2470 mm). La fixation s'effectue à l'aide de vis TF 6PC M12 x 60 TF 6 PC – A2 et écrou HM12 Nylstop A2 avec rondelles plates

Les joints sont maintenus par un fer plat boulonné (30 x 8)

II.3.1.3 – Boulonnerie

La boulonnerie démontée sera remplacée par des éléments neufs, à l'identique :

- Boulonnerie en acier galvanisée
 - o La boulonnerie hors d'eau sera de classe 10.9
 - o La boulonnerie en eau sera de classe 8.8
- Montage avec rondelles et contre-écrous systématiquement. La longueur de filetage libre sera égale à la moitié du diamètre de l'écrou.

Le couple de serrage est de 400 n.m environ 40Kg

ARTICLE II.4 – SOUDURES

Les dispositions du fascicule 66 du CCTG relatif à « l'exécution des ouvrages de génie civil en acier » sont applicables. Tous les produits utilisés pour le soudage, y compris les gaz et flux solides, devront être conformes aux normes françaises homologuées.

Les cordons de soudure assemblant deux pièces au contact l'une de l'autre seront continus de manière à éviter que la corrosion ne s'infilte entre deux pièces.

ARTICLE II.5 – MISE EN PEINTURE

La protection contre la corrosion de tous les éléments métalliques constitutifs des vannes et brimbales sera réalisée en conformité avec le fascicule n° 56 du C.C.T.G. relatif à la « Protection des ouvrages métalliques contre la corrosion ».

Pour les vannes, support de vannes au fond du puit et les brimbales

Le système de peinture sera certifié ACQPA :

- Catégorie de corrosivité Im2 ;
- Subjectile acier ;
- Type de prestations : maintenance ;
- Parties vues et non vues ;
- RAL : 9005 noir profond.

Une troisième couche de « finition » sera appliquée.

La phase de mise en peinture se fera obligatoirement sur site.

Pour les vannes concernées par l'amiante et le plomb, une première couche de peinture sera posée par le titulaire du lot 2 après désamiantage/déplombage.

ARTICLE II.6 – DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES PARTICULIÈRES

II.6.1 – Plomb et amiante dans les peintures

Les prestations devront être réalisés dans le respect des dispositions du Code du Travail relatives à la prévention du risque chimique et à celles spécifiques aux substances cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (articles R.4412-59 à R.4412-93) et aux dispositions relatives aux valeurs limites biologiques (articles R.4412-152 et suivants).

II.6.2 – Sécurité du personnel

L'entreprise mettra à disposition des travailleurs des équipements de protection individuelle adaptés aux opérations à réaliser (protection respiratoire adaptée, tenue type 5 étanche résistant aux particules, bottes ou chaussures étanches, gants étanches, etc....).

Avant tout commencement d'intervention, l'entreprise procédera à l'évaluation des risques et prendra les mesures correspondantes à cette évaluation dans le strict respect de la réglementation en vigueur, notamment l'évaluation du niveau d'exposition et sa durée. Ces informations seront indiquées dans le plan de prévention.

II.6.3 – Qualification de l'entreprise et assurance

Conformément à l'article R4412-129, l'entreprise chargée des prestations devra posséder une certification SS3 en cours de validité par des organismes certificateurs (Qualibat, AFNOR Certification ou Global Certification) et devra produire avant le commencement d'exécution une attestation correspondante en cours de validité.

Le titulaire devra également être assurée pour les prestations de retrait d'amiante et devra produire une attestation correspondante avant le commencement d'exécution.

CHAPITRE III MODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE III.1 – GENERALITES

Le titulaire est considéré parfaitement informé sur :

- Les conditions d'accès au chantier et leurs conséquences sur l'exécution des prestations ;
- Les contraintes liées à la présence d'amiante et de plomb dans les vantaux et autres éléments apparaissant dans les diagnostics joints au marché
- Les contraintes hydrauliques du canal du nord et ses conséquences sur l'exécution.

Le titulaire assurera la sécurité du chantier et de ses installations vis-à-vis des tiers.

Les prestations devront être réalisées de façon à perturber le moins possible les habitations avoisinantes.

Il doit prendre en compte la présence des maisons éclusières. Ces prestations devront être compatibles avec l'ouvrage existant.

ARTICLE III.2 - DOCUMENTS A FOURNIR

Le tableau ci-après récapitule les principaux documents à fournir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Articles du C.C.T.P.	Documents à fournir	Délai de fourniture pour l'Entreprise au Maître d'Œuvre *	Délai de visa ou d'observations du Maître d'Œuvre **
II	Agrément des matériaux	10 jours	10 jours
II.1.3	Certificat matériaux (CCPU)	10 jours	10 jours
III.4	Programme d'exécution des prestations	10 jours	10 jours
III.3	Programme des études d'exécution	10 jours	10 jours
III.5	P.A.Q.	10 jours	10 jours
III.6.3	Plan d'installation de chantier	10 jours	10 jours
III.7	Plan de prévention	10 jours	10 jours
III.8	S.O.S.E.D.	10 jours	10 jours

* à compter de la date fixée par l'ordre de service de commencer la période de préparation.

** à compter de la réception du document.

Nota : en cas d'observations, l'Entrepreneur dispose d'un délai de 8 jours pour retourner le ou les documents modifiés à compter de la date de réception des documents. Le Maître d'œuvre dispose alors à nouveau du même délai pour le visa ou les nouvelles observations.

ARTICLE III.3 – PROGRAMME D'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'Entrepreneur adressera au Maître d'œuvre, dans le délai imparti à l'article III.2 du présent CCTP, le programme détaillé d'exécution des prestations, conformément aux dispositions de l'article 28 du C.C.A.G.

Il indiquera le planning détaillé des prestations mentionnant le chemin critique des tâches à accomplir avec leurs dates de commencement et de fin d'exécution. Il précisera également les moyens et les méthodes qui seront utilisés.

L'Entrepreneur aura sa charge de proposer au Maître d'œuvre, toutes adjonctions ou rectifications qu'il y aurait lieu d'apporter ce programme en vue de la mise jour.

Ce programme, même s'il est visé par le Maître d'œuvre, sera susceptible d'être remanié par ce dernier en cours d'exécution des prestations.

ARTICLE III.4 – PROGRAMME, CONDITION D'ETABLISSEMENT ET BASE DES ETUDES D'EXECUTION

III.4.1 – Programme des études d'exécution

Le programme d'exécution des prestations précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des prestations précisant la date de démarrage des prestations et leur durée d'exécution. Le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires est annexé à ce programme. Si les documents particuliers du marché le prévoient, le titulaire établit un plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité et le porte à la connaissance du maître d'œuvre, qui le vise.

Les dispositions de ce plan, dont le marché peut indiquer le cadre, sont de la responsabilité du titulaire. Celui-ci est libre de les modifier, à l'exception de celles rendues contractuelles par le marché. Les modifications sont portées à la connaissance du maître d'œuvre comme le plan initial.

L'entrepreneur établira et tiendra à jour la liste complète des documents techniques qui seront nécessaires pour la construction et le montage des installations. Cette liste comprendra aussi tous les plans de ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

L'entrepreneur soumettra les études d'exécution nécessaires au début des prestations, au visa du Maître d'œuvre, dans le délai imparti à l'article III.2 du présent CCTP.

Les études seront menées sur la base des plans et documents fournis à titre indicatif.

En cas de groupement, le mandataire assurera la coordination des tâches incombant aux autres membres et se chargera de l'envoi de tous les documents relatifs au marché. Il sera le seul interlocuteur du Maître d'œuvre.

III.4.2 – Documents d'exécution à fournir

III.4.2.1 – Documents d'agrément des matériels, matériaux et produits

Le dossier d'agrément devra comporter, pour chaque document, **une fiche technique** correspondant exactement au matériel, matériaux et produits **et non une photocopie d'un document général constructeur**.

III.4.3 – Présentation des documents

III.4.3.1 – Formats de restitution

Les plans seront exécutés sur un des quatre formats normalisés A0, A1, A2, A3, conformes à la norme NF EN ISO 5457. Dans la mesure du possible, le titulaire s'efforcera d'éviter le format A0.

Les différents documents seront établis pour être utilisés par le Maître d'ouvrage sous les formats suivants :

- Documents texte et tableur dans un format directement compatible avec la version open Office 1.1.3 (formats natifs open Office ou.doc et.xls Office 2000) ;
- Plans : *.dwg directement compatible avec le format Autocad 2002 maximum ;
- Photographies : *.pdf *.jpeg

Toute modification en cours de montage ou de mise en service entraînera l'envoi d'une note qui précisera le nombre des plans modifiés, leur numéro et la nature des modifications.

En aucun cas, le visa des plans et documents ne dégagera le titulaire de sa responsabilité pleine et entière.

III.4.3.2 – Cartouche

Il comportera les renseignements suivants :

- Le nom de l'Entreprise ;
- Le nom du Maître d'ouvrage ;
- Le nom du Maître d'œuvre ;
- L'intitulé du document ;
- L'échelle du plan fractionnaire et graphique ;
- La date d'exécution du plan et son dernier indice de modification ;
- Le repère du plan.

III.4.3.3 – Conditions de remise des documents en cours de réalisation

Les échanges se feront par courriel avec accusé de réception.

Au fur et à mesure de l'avancement des études, les documents seront transmis au maître d'œuvre pour visa. Le maître d'œuvre émettra une fiche d'observations ou une fiche visée avec ou sans observation.

Les délais de réponse sont indiqués à l'article III.2 du CCTP.

La prestation ne peut commencer avant l'obtention du visa.

ARTICLE III.5 – PLAN D'ASSURANCE QUALITE

III.5.1 – Dispositions générales

L'entrepreneur adressera au Maître d'œuvre, dans le délai imparti à l'article III.2 du présent CCTP, son Plan Assurance Qualité (P.A.Q).

Le PAQ comprendra :

1 – les dispositions d'organisation générale qui traitent les points ci-après :

- Identification des parties concernées : maître d'ouvrage, maître d'œuvre, entreprise titulaire ou groupement et mandataire ;
- Organigramme et encadrement : responsable de l'opération, responsable des prestations, des études, responsable assurance qualité et du représentant Hygiène et sécurité. L'organigramme intégrera les co-traitants et sous-traitants éventuels désignés au marché.

2 – les dispositions et documents d'exécution (procédures, modes opératoires, instructions, etc.) comprenant pour l'essentiel :

- Le détail des moyens utilisés ;
- La description des modes opératoires de mise en œuvre des prestations ;
- Les principes et conditions d'organisation du contrôle intérieur avec définition des points d'arrêt, des points critiques et points de contrôle, mesures correctives.

3 – les dispositions et documents de traçabilité du suivi des prestations et des matériaux comprenant, pour l'essentiel :

- Les certificats, procès-verbaux, bordereaux de réception, résultats de mesures ou d'essais, fiches / relevés / journal de suivi...). Ces documents traduisant matériellement les contrôles et vérifications

effectués, ou apportant la preuve des qualifications et certifications relatives aux moyens mis en œuvre.

Le PAQ sera complété au fur et à mesure de l'évolution des prestations. Il devra être tenu à la disposition du maître d'œuvre mais ne fera pas l'objet d'une production systématique, exceptés les documents relatifs aux points d'arrêt définis ci-après.

III.5.2 – Phases d'établissement du PAQ

Les documents constitutifs et appliquant le PAQ seront établis en plusieurs étapes :

III.5.2.1 – Pendant la période de préparation

L'Entrepreneur fournira les dispositions détaillées demandées au 1 et 2 de l'article III-4.1.

III.5.2.2 – Pendant les périodes d'études et d'exécution

L'entreprise devra assurer le suivi qualité complète de l'opération. A ce titre, elle établira les procédures d'exécution, de contrôle et d'essais relatifs aux prestations qui constitueront le "document de définition des procédures".

Le contrôle interne traitera les difficultés rencontrées en cours de réalisation, en particulier les non-conformités, et établira les procès-verbaux de contrôle et de réception interne qui seront intégrés au dossier d'assurance qualité.

Le titulaire devra fournir une synthèse à l'issue de sa prestation.

III.5.2.3 – A l'achèvement des prestations

L'ensemble des documents relatifs à l'assurance qualité et les documents de suivi d'exécution seront regroupés et remis au Maître d'œuvre. Ces documents seront joints au DOE.

ARTICLE III.6 - ORGANISATION DU CHANTIER

III.6.1 - Généralités

Conformément à l'article 31.5 du C.C.A.G., l'Entrepreneur devra signaler les sorties de chantier et dépôt sur les voies ouvertes à la circulation publique.

L'Entrepreneur balisera à ses frais, de jour comme de nuit, les obstacles et engins dont il est responsable et soumettra au Maître d'œuvre les mesures de sécurité étudiées et la signalisation qu'il compte mettre en place pendant toute la durée des prestations pour éviter tout accident sur la zone du chantier.

Les accès pompiers existant seront maintenus libres de circulation en permanence. Aucun engin de chantier n'y sera autorisé à stationner.

III.6.2 - Protection de l'environnement

La zone de prestations étant proche d'habitations, l'Entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans la mesure du possible, les désordres et gênes occasionnés (difficultés d'accès, vibrations, bruit, poussières...),

Les engins et matériels utilisés devront satisfaire aux règlements les plus récents concernant les niveaux de bruit autorisés.

Les installations de chantier en général et surtout celles relatives à l'entretien des engins et à la distribution de carburants devront être protégées contre tout risque de pollution (infiltration, écoulement...), par des dispositifs soumis à l'approbation des administrations compétentes.

L'entretien des engins dont la mobilité est réduite ne pourra se faire sur le chantier que dans la mesure où un dispositif de récupération des produits usés sera amené sur place, puis évacué. L'entretien des engins mobiles sera effectué par une entreprise spécialement équipée à cet effet.

III.6.3 - Installation de chantier

L'Entrepreneur présentera le projet de ses installations de chantier dans le délai imparti. Elles comprendront toutes les prestations prévues dans le marché.

L'Entrepreneur présentera le projet de ses installations de chantier dans le délai imparti à l'article III.2.

Le document sera retourné à l'Entrepreneur, dans le délai imparti à l'article III.2, soit revêtu du visa du Maître d'œuvre, soit accompagné d'éventuelles observations. Les rectifications qui seraient demandées devront alors être faites dans le délai indiqué à l'article III.2 du présent CCTP.

Le projet d'installation de chantier sera accompagné de toutes explications et justifications utiles, notamment sur la bonne adaptation des installations et du matériel aux conditions du marché.

Ce document indique les dispositions du chantier (circulation, bureaux...), les dispositions envisagées pour l'alimentation en matières premières consommables (eau, électricité...) ainsi que les précisions sur l'organisation des pistes, parkings et aires de stockages.

La zone des prestations sera à clôturer correctement à l'aide de panneaux grillagés, correctement reliés entre eux et posé sur plot béton (ou tout autre moyen d'efficacité au moins équivalente). L'interdiction d'accès au chantier aux personnes étrangères celui-ci sera clairement indiqué. Il est recommandé de clôturer également la base vie.

A l'issue des prestations, et au plus tard le jour de la réception, l'Entrepreneur procédera au repliement des installations de chantier et à la remise en état des lieux.

Le balisage et la signalisation des zones de prestation seront assurés par l'Entrepreneur.

III.6.4 – Accès au chantier

L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur les conditions d'accès au chantier : conditions d'accès à partir des voies publiques et de la zone des différents secteurs des prestations.

Les caractéristiques des matériels employés et les modes d'approvisionnement et d'évacuation des matériaux devront être étudiés en conséquence.

Il appartiendra à l'Entrepreneur de solliciter des services intéressés, l'autorisation de circuler avec des engins terrestres sur les voies publiques.

S'il transporte des matériaux en utilisant des voies terrestres existantes, l'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour qu'à tout moment, les matériaux tombant sur les chaussées soient totalement évacués.

L'Entrepreneur devra se conformer aux instructions et consignes qui lui seront données par le Maître d'œuvre ou son représentant, dans le sens des prescriptions susvisées.

III.6.5 – Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G., il est rappelé à l'Entrepreneur qu'il devra signaler les sorties de chantier et dépôt sur les voies ouvertes à la circulation publique.

La signalisation verticale sera conforme aux normes XP P 98-501, NF P 98-532-6, XP P 98- 541. Les équipements de balisage seront conformes aux spécifications de la norme NF P 98-455. A chaque accès au chantier, l'Entrepreneur mettra des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ».

L'entrepreneur balisera réglementairement à ses frais, de jour comme de nuit, les obstacles et engins dont il est responsable dans l'emprise du chantier et soumettra au Maître d'œuvre des mesures de sécurité étudiées et des signaux exempts d'ambiguïté destinés à éviter tout accident sur la zone du chantier pendant toute la durée des prestations.

III.6.6 – Règles concernant la navigation

Les prestations, hors chômage, devront être réalisés sous navigation et sans aucune gêne à cette dernière. Ils ne devront pas interrompre la continuité du service public et la gestion des plans d'eau.

Les éventuelles prestations impliquant une perturbation du fonctionnement de l'écluse devront être réalisées en dehors des heures d'activité de l'ouvrage.

L'amplitude d'ouverture normale des écluses est la suivante :

- Du lundi au samedi : 6h30 à 20h30
- Le dimanche : 9h00 à 18h00

Jours de fermeture :

- 1^{er} Janvier, dimanche de Pâques, 1^{er} mai, 14 juillet, 11 novembre, 25 décembre.

Des avis à la batellerie informeront les usagers de la voie d'eau des prestations et de ces contraintes.

III.6.7 – Exploitation du domaine public ou privé

Le titulaire, ses co-traitants et ses sous-traitants demanderont une autorisation tacite de circuler sur le chemin de halage.

L'attention de L'entrepreneur est attirée sur les conditions d'accès au chantier à partir des voies publiques. Si des limitations de charge existent sur certaines voies (départementales et communales en particulier), celles-ci seront respectées, faute de quoi les frais d'entretien occasionnés par la circulation de ses engins seront à la charge exclusive de l'entrepreneur.

Les caractéristiques des matériels employés et les modes d'approvisionnement et d'évacuation des matériaux devront donc être étudiés en conséquence. Il appartiendra à l'entrepreneur de solliciter auprès des services intéressés, l'autorisation de circuler avec de tels engins sur les voies publiques.

L'entrepreneur prendra toutes les précautions pour éviter les chutes et les entraînements de matériaux. Il sera tenu de procéder immédiatement à tous les nettoyages et balayages nécessaires pour maintenir la circulation dans les meilleures conditions (arrosage sous pression si nécessaire). Les dépenses correspondant à ces opérations d'entretien seront à la charge de l'entrepreneur.

Il devra se conformer aux instructions et consignes qui lui seront données par le Maître d'œuvre ou son représentant, dans le sens des prescriptions susvisées.

Il sera procédé contradictoirement à un état des lieux, avant et après les prestations. A partir de l'état des lieux ainsi établi, les dommages causés aux chemins de service ou à tout autres dépendances au Domaine Public Fluvial, seront intégralement supportés par l'entrepreneur.

Les accès pompiers existant en limite seront maintenus libres de circulation en permanence. Aucun engin de chantier n'y sera autorisé à stationner.

III.6.8 – Nettoyage du site

La remise en état des lieux comprendra notamment :

- Le repliement du matériel
- Le nettoyage complet du chantier et de ses abords

Toutes les emprises d'intervention du chantier seront nettoyées et débarrassées des gravats, débris et ordures de toutes natures, et les produits seront évacués, à ses frais, à la décharge contrôlée, adaptée et choisie par l'entrepreneur.

L'Entrepreneur devra veiller en permanence à la propreté du chantier et procéder, à ses frais, au nettoyage prescrit par le Maître d'œuvre.

Au cas où des matériaux seraient répandus accidentellement sur les ouvrages routiers, l'Entrepreneur sera tenu de procéder immédiatement et obligatoirement aux balayages et nettoyages des lieux avec arrosage sous pression si besoin est.

III.6.9 – État des lieux

Il sera procédé, avant et après les prestations, à un état des lieux établi contradictoirement et faisant ressortir l'état des voies routières, de la végétation, des constructions situées aux abords des prestations. Il sera procédé de la même manière pour les chemins que l'Entrepreneur compte utiliser pour le transport des matériaux (terrassment et approvisionnements).

A partir des états des lieux ainsi établis les dommages causés aux chemins de service ou à tout autre dépendances au Domaine Public Fluvial seront intégralement supportés par l'Entrepreneur.

ARTICLE III.7 – COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

L'entrepreneur doit prendre sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Le plan de prévention, imposé par le décret n°92-158 du 20 février 1992, sera établi par l'exploitant en collaboration avec le(s) entrepreneur(s), après visite préalable et inspection commune.

Le titulaire remettra au représentant de son sous/co-traitant, dans le délai imparti à l'article III.2 du CCTP, le plan de prévention, joint au dossier de marché, dûment complété.

Ce document sera tenu à disposition sur les chantiers, de tout contrôle extérieur (inspection du travail, CRAM, OPPBTP.).

ARTICLE III.8 – ORGANISATION ET SUIVI DE L'EVACUATION DES DECHETS

L'Entrepreneur adressera au Maître d'œuvre dans le délai imparti à l'article III.2 du présent CCTP, le schéma d'organisation et de suivi de l'évacuation des déchets (SOSD).

Ce document, personnalisé au chantier, exposera les engagements de l'entreprise sur :

- Le tri des différents types de déchets ;
- La définition des méthodes employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc.);
- Les centres de stockage et centres de regroupement, unités de recyclage ou lieu de réutilisation vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
- L'information du Maître d'œuvre quant à la nature et la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier ;
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle et le suivi de la traçabilité ;
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets.

Les déchets induits par le chantier qui ne pourront être réutilisés sur le chantier avec l'accord du Maître d'œuvre, devront être évacués selon la réglementation en vigueur. Leurs coûts d'élimination seront inclus dans les différents prix correspondants proposés par l'entreprise (forfait d'installation et de repliement de chantier, mise en œuvre de matériaux...).

Pour assurer le suivi de ses déchets, l'entreprise utilisera les formulaires CERFA téléchargeables sur internet :

- CERFA 12571*01 – Bordereau de suivi des déchets (Décret n°2005-635 du 30 mai 2005 Arrêté du 29 juillet 2005) ;
- CERFA n°11861*02 – Bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante (Décret n°2005-635 du 30 mai 2005 (article 4) Arrêté du 29 juillet 2005).

ARTICLE III.9 – REUNIONS

Des réunions seront organisées, par le Maître d'œuvre, pendant la période de préparation et toute la durée des prestations. (Au minimum 1 réunion par semaine)

III.9.1 – Réunions d'étude

Ces réunions auront pour objet :

- Dans un premier temps, de définir et de mettre au point la conception générale ;
- Dans un deuxième temps, de faire le point sur les problèmes liés à l'avancement des études et d'examiner le respect du planning.

III.9.2 – Réunions de chantier

Ces réunions auront pour objet de contrôler en détail l'avancement sur site des prestations et d'organiser les différentes phases d'essais.

En cas de nécessité, des réunions spécifiques d'interface ou techniques pourront être tenues, afin de résoudre rapidement tout problème pouvant se trouver sur le chemin critique du planning des prestations.

ARTICLE III.10 – MATERIEL DE LEVAGE

L'Entrepreneur fournira au plus tard sept jours avant l'exécution de sa prestation, les rapports de contrôles périodiques et techniques de chaque grue qui sera utilisée pour réaliser sa prestation.

L'Entrepreneur met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- La fourniture et la mise en place des plaques de répartition pour chaque grue ;
- La fourniture et la mise en place des plaques de recouvrement des chemins de roulement pour chaque grue et à chaque tête d'écluse (amont rive droite, amont rive gauche, aval rive droite et aval rive gauche) soit quatre jeux complets installés sur site.

L'axe vertical des patins des grues de levage ne devra se rapprocher à plus de 1,50m du bord du sas. Ils reposeront sur des plaques de répartition.

Des plaques de protection seront utilisées pour protéger les plaques de caniveaux lors du passage des grues.

ARTICLE III.11 – VANNES DE SAS ET BASSIN D'EPARGNE

Le mode opératoire pour le démontage des vannes est fourni en annexe.

Les vannes déposées ne devront pas reposer directement sur le sol, mais sur les plots fournis par le CMIS.

Dans le cadre du nettoyage haute pression, l'entrepreneur devra prendre en compte toutes les mesures nécessaires dans le cas où la vanne serait amiantée ou plombées afin tous les résidus et eaux souillées soient évacués en décharge agréée.

ARTICLE III.12 – SIGNALISATION

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la signalisation fluviale du chantier et la soumettra à l'agrément du Maître d'œuvre. Celle-ci sera conforme aux normes en vigueur (décret n° 73.912 du 21.09.1973).

La signalisation sur chemin de service se limitera au balisage des engins en stationnement ainsi que des éventuels dépôts provisoires de palplanches et matériaux.

L'entrepreneur signalera également les éventuels transferts de matériels, etc. sur toute autre voie publique, après avoir obtenu l'accord du service compétent. Cette éventuelle prestation reste à charge de l'entreprise et est incluse dans le prix de signalisation.

ARTICLE III.13 – MISE EN ŒUVRE DES PRESTATIONS

III.13.1 – Dépose/repose des vannes et brimbales

Un bon de commande « Réparation de la vanne + localisation + écluse » sera réalisé pour l'entreprise titulaire du lot 1 et établira les vannes et brimbales à prendre en charge.

Si les vannes sont amiantées et/ou plombées, un autre bon de commande sera réalisé pour le lot 2.

Les déchets résultant du désamiantage seront évacués dans les conditions prévues par la réglementation vers une décharge autorisée choisie par le titulaire à ses frais. Le titulaire informera le Maître d'œuvre de la destination finale des déchets produits par le biais du Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés. Elle fournira, par ailleurs, les agréments nécessaires sur le lieu de décharge définitif.

Dès lors que la prestation de désamiantage sera effectuée, un représentant de VNF procédera au constat de sa bonne réalisation et dressera un Procès-Verbal contradictoire de constatation signé par lui-même in situ et le représentant du titulaire.

III.13.2 – Expertise de la vanne

Le CMIS de Marquion établira les remplacements des pièces suivantes selon le besoin :

- Les axes
- Les bagues
- Les oreilles
- Supports d'axes

III.13.3 – Prestation de réparation

Les joints et leurs supports métalliques seront systématiquement remplacés par des joints et supports neufs, et devront être compatibles avec l'huile en place sur les équipements.

III.13.4 – Point d'arrêt

Les points d'arrêt à inscrire dans le plan d'assurance de la qualité sont les suivants :

- Si présence d'amiante : après le désamiantage pour diagnostic des pièces à changer.
- Essais des vannes avant remise en eau.

Le titulaire devra prévenir 24 heures à l'avance le CMIS de Marquion de l'antenne de Cambrai.

III.13.5 – Délais de réalisation des prestations

Le délai de préparation, propre à chaque bon de commande et site est de 2 mois.

Sur la base des quantités indiquées ci-dessus, le délai de réalisation des prestations est de :

-2 mois + 3 mois pour 1 ou 2 vannes d'une même écluse

-2 mois + 6 mois 3 ou 4 vannes d'une même écluse

-2 mois + 7 mois pour 5 vannes d'une même écluse

Ce délai comprenant les prestations du lot 2.

ARTICLE III.14 – REGLAGES, MISE EN SERVICE

III.14.1 – Réglages

Le réglage des vannes sera effectué sous le contrôle du Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur soumettra à l'agrément du Maître d'œuvre une procédure d'essais et de contrôles.

III.14.2 – Mise en service et repliement des installations

La dépose des installations en fin de prestations sera soumise à l'acceptation préalable du Maître d'œuvre et selon l'ordre suivant :

- Retrait des matériels de pompage ;
- Retrait et nettoyage des batardeaux ;
- Stockage des batardeaux sur le site des prestations ;
- Repli des installations de chantier et nettoyage du site.

ARTICLE III.15 – REMISE EN ETAT DES LIEUX

La remise en état concernera les chemins de service et les zones de dépôts provisoires de matériaux.

ARTICLE III.16 – DOSSIER DE RECOLEMENT

III.16.1 – Présentation des documents

L'entrepreneur remettra le dossier de récolement dans le délai de quinze jours suivant la date d'achèvement des prestations et avant réception. Ce dossier comportera deux grandes parties :

I – Le dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Ce dossier caractérisera les ouvrages construits.
Tous ces documents seront conformes à l'exécution.

II – Le dossier qualité ouvrage (DQO)

Ce dossier caractérisera la qualité de la réalisation des ouvrages. Il contiendra les documents appropriés pour justifier la conformité aux exigences normatives et contractuelles.

Le dossier qualité ouvrage comportera les procès-verbaux, rapports, enregistrements, certificats correspondants, comme par exemple :

- Les fiches techniques des matériels et produits utilisés ;
- Les fiches ou rapports de non-conformité dûment finalisés et approuvés ;
- Les procès-verbaux relatifs aux contrôles et essais de mise en service, etc.

La liste fournie n'est pas exhaustive. Elle doit être arrêtée par l'entreprise en fonction des essais qu'elle aura effectués.

III.16.2 – Conditions de remise

Les tirages papier reproductibles seront de bonne qualité, coupés et pliés au format A4 (norme NFE 04.507). Ils seront groupés par matériel et livrés par paquets.

Tous les documents seront en langue française. Les pièces écrites seront présentées en classeurs. Les plans pourront être classés en boîtes d'archives ou en classeurs.

Le dossier sera constitué d'un sommaire général conçu de façon à retrouver dans quel classeur ou boîte d'archives se trouve tel ouvrage, équipement, matériel. Chaque classeur ou boîte d'archives comportera lui-même une table des matières de son contenu.

Les formats de fichiers informatiques qui seront acceptés sont précisés à l'article III.3.3.1 du CCTP.

L'Entrepreneur devra remettre au Maître d'œuvre, aux fins de vérification avant expédition finale, une liste complète et à jour. La non remise préalable de cette liste exposera l'Entrepreneur au refoulement de ses plans définitifs.

Tous les plans, dessins et documents remis deviendront la propriété du Maître de l'ouvrage. Celui-ci aura toute latitude de les reproduire librement, notamment pour l'approvisionnement des pièces de rechange.

Il n'est fait exception que pour les plans ou documents relatifs spécifiquement à des éléments ou dispositions brevetés, le fournisseur devant alors fournir les références des brevets correspondants.

ARTICLE III.17 – GARANTIE

III.17.1 – Généralités

Les clauses et la durée de la garantie sont définies aux articles 12 du CCAP.

III.17.2 – Définition de la garantie

En cas d'apparition d'une panne, une déclaration de panne et demande d'intervention sera faite par téléphone, avec confirmation par télécopie ou message électronique, à l'entreprise. Cette déclaration comportera les indications suivantes :

- Le matériel ou système défectueux
- La description précise de la panne
- Le délai d'intervention souhaité

III.17.3 – Obligations de l'entrepreneur (garantie contractuelle)

Le titulaire est soumis à la garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie est, sauf prolongation décidée, d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement, au titre de laquelle il doit :

- Exécuter les prestations ou prestations éventuels de finition ou de reprise
- Remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre
- Procéder, le cas échéant, aux prestations confortatives ou modificatives

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des prestations énoncées, le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des prestations.